

**RCA/MINUSCA - Intervention de
M. François Delattre, représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 21 juin 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaiterais tout d'abord remercier bien vivement nos trois intervenants pour leurs présentations très éclairantes, qui témoignent de toute l'attention que ce Conseil doit continuer d'attacher à la situation en RCA.

La France est préoccupée par la persistance des violences perpétrées par les groupes armés, à Bangui et en régions, contre les populations civiles, les travailleurs humanitaires et la MINUSCA. Nous sommes également préoccupés par la poursuite des incitations à la haine et à la violence et des actions visant à instrumentaliser la religion à des fins criminelles. Nous suivons donc l'évolution de la situation avec la plus grande attention.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, il nous apparaît indispensable que le Conseil de sécurité continue de marquer son plein et entier soutien au Président Touadéra et aux autorités centrafricaines dans leurs efforts pour favoriser la réconciliation nationale et rétablir l'autorité de l'Etat, dont la combinaison est la clé du succès du processus engagé. Il est également essentiel de continuer d'encourager les autorités centrafricaines à oeuvrer en faveur de la justice, du désarmement des groupes armés, ou encore du relèvement économique du pays. La situation actuelle, aussi préoccupante soit-elle, ne doit pas masquer le fait que des progrès ont été réalisés et qu'une solution à la crise est possible.

Monsieur le Président,

Les violences perpétrées par les groupes armés continuent de déstabiliser le pays. Elles s'accompagnent en outre de violations inacceptables des droits de l'Homme et conduisent à une détérioration continue de la situation humanitaire. Dans ce contexte, il est impératif que tous les groupes armés, à Bangui et dans le reste du pays, cessent leurs activités déstabilisatrices qui entrent en contradiction totale avec les engagements qu'ils ont pris auprès du Panel de Facilitateurs de l'Initiative africaine.

Le message du Conseil aux groupes armés doit être d'une extrême fermeté : ils doivent déposer les armes et s'engager sans délai et sans condition dans le processus de paix ; et ils doivent savoir que les violences auxquelles ils se livrent ne resteront pas impunies. A ce titre, je souhaiterais rappeler que le Conseil de sécurité dispose de l'outil des sanctions contre ceux qui cherchent à nuire à la stabilité de la RCA et qui se rendent responsables d'incitations à la

violence et d'attaques contre les civils, les travailleurs humanitaires ou contre la MINUSCA.

Dans ce contexte, je veux également souligner l'urgence qui s'attache à une mise en oeuvre ambitieuse de la feuille de route de l'Initiative africaine en vue d'aboutir à un accord politique global. Après les deux missions de terrain pour rencontrer les groupes armés, il est désormais indispensable d'avancer vers les discussions directes entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés dans le cadre d'un dialogue inclusif avec les autres segments de la société centrafricaine, notamment les femmes dont la participation au processus de paix est indispensable. Pour ce faire, nous appelons l'Union africaine et tous les Etats de la région à poursuivre leur engagement, au plus haut niveau, afin de soutenir et de garantir le succès des prochaines étapes de la mise en oeuvre de la feuille de route.

Monsieur le Président,

Tous ces efforts en faveur de la paix et de la stabilisation en RCA passent également par la restauration de l'autorité de l'Etat dans toutes ses composantes administratives, sécuritaires ou encore judiciaires. Dans ce contexte, il nous apparaît plus que jamais nécessaire de poursuivre l'appui à la restructuration des forces de défense et de sécurité centrafricaines. Nous appelons nos partenaires du Conseil de sécurité à soutenir la possibilité pour la MINUSCA d'appuyer le redéploiement progressif et maîtrisé des forces armées centrafricaines formées par la mission EUTM RCA. C'est un point essentiel pour rétablir l'autorité de l'Etat, dont dépend tout le reste. En novembre dernier, par la résolution 2387, ce Conseil a demandé au Secrétaire général d'établir des recommandations sur ce sujet ; celles-ci ont été transmises le 15 mai dernier. Il nous revient désormais d'examiner sérieusement ces recommandations en vue de leur bonne mise en oeuvre. Permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer l'excellent travail de la Mission EUTM RCA.

Monsieur le président,

Je souhaiterais terminer mon intervention en réaffirmant le plein et entier soutien de la France à la MINUSCA et au Représentant spécial, M. Parfait Onanga, pour son action exemplaire. La MINUSCA opère dans un environnement difficile mais joue un rôle indispensable, que ce soit en matière de protection des civils, de soutien au processus de paix et de réconciliation, de facilitation de la délivrance de l'aide humanitaire, ou encore de l'appui au relèvement de la RCA. Les Casques bleus paient malheureusement un lourd tribut à leur engagement puisque cinq d'entre eux ont été tués depuis le début de l'année. Je souhaiterais à nouveau leur rendre hommage ainsi qu'à l'ensemble des pays contributeurs de troupes et de contingents de police.

Dans ce contexte, alors que de nouveaux contingents sont arrivés en RCA et que d'autres vont bientôt suivre pour renforcer la MINUSCA, la France souligne toute l'importance que ces capacités supplémentaires, autorisées par la résolution 2387, soient mises à profit pour donner davantage de mobilité et de capacités de manoeuvre à la MINUSCA, notamment pour la protection des civils.

A ce titre, concernant la protection des civils, la France salue les efforts entrepris par la MINUSCA pour améliorer sa performance ainsi que la poursuite du travail déjà engagé avec

les pays contributeurs de troupes pour prévenir les cas d'exploitation et d'abus sexuels et s'assurer qu'ils ne restent pas impunis. Ces efforts doivent se poursuivre. Enfin, la France reste très attentive à la question des enfants dans les conflits armés en RCA et se félicite du travail accompli par la MINUSCA avec notamment la signature d'un plan d'action par l'un des 14 groupes armés pour mettre fin aux graves violations contre les enfants, notamment leur recrutement et les violences sexuelles, ainsi que la libération de plusieurs milliers d'enfants soldats depuis 2014.

Monsieur le Président,

Je souhaiterais conclure mon intervention en rappelant l'importance pour ce Conseil et pour la communauté internationale de rester à la fois mobilisés et unis en faveur d'une paix durable en RCA. Le maintien de notre mobilisation et de notre unité est en effet une condition d'une solution durable à la crise, qui est collectivement à notre portée.

Je vous remercie./.